

SELON XAVIER DRIENCOURT, AMBASSADEUR DE FRANCE À ALGER Renault, Sanofi, Lafarge, GDF Suez et Total, bientôt en Algérie

Mise en œuvre prochaine des accords sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français en Algérie, revalorisation des pensions des anciens combattants algériens sous le drapeau de la France coloniale, visite du ministre Mohamed Benmeradi durant ce mois d'avril et retour de JP Raffarin en Algérie au mois de mai prochain pour sceller les dossiers d'investissements français d'envergure envisagés par Renault, Sanofi, Lafarge, GDF Suez, Total...

Ce sont là autant d'annonces faites par l'ambassadeur de France à Alger, Xavier Driencourt, en marge de sa visite à Constantine, jeudi dernier. La rencontre restreinte, qui a regroupé des représentants de la presse nationale et le diplomate au Centre culturel français, a été également l'occasion pour ce dernier de rappeler l'importance que peut jouer l'Algérie dans la région dans un contexte particulier, marqué par les changements profonds intervenus sur la rive sud de la Méditerranée. Sans doute, l'ambassadeur de France qui regrettait l'absence de l'Algérie au conclave londonien consacré à la situation en Libye, portait un regard critique sur la position algérienne qui aurait pu être, à bien décrypter ses dires, autrement plus affirmée du côté de la coalition anti-Kadhafi.

Une carte blanche : le mandat de l'ONU

La résolution 1973 votée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 17 mars dernier à l'initiative de la France et de la Grande-Bretagne signe, à son avis, le quitus à l'intervention militaire de la coalition en Libye puisqu'elle se situe dans le cadre des Nations unies. Il ne s'agit pas, selon lui, d'une intervention unilatérale et sans mandat des NU, comparable à celle des Etats-Unis en Irak qui a abouti à une invasion.

«Une intervention par différents moyens dont l'embargo sur les armes et l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne (no fly zone). En aucun

cas, la résolution parle d'une intervention terrestre et encore moins d'occupation ou même de changement de régime. Celui-ci pourrait être une conséquence éventuelle et la coalition, qui n'a aucune visée d'occupation ou d'invasion et qui a répondu à une demande du comité national de transition CNT, a fait appel aux NU, le 12 mars.

La Ligue arabe et l'Union africaine ont été associées à cette démarche et il y a eu hier (mercredi) une réunion à Londres non seulement de la coalition mais de tous les pays qui ont des intérêts avec la Libye pour discuter de la création d'un groupe de contact et de réflexion avec les pays intéressés par l'avenir de la Libye après cette intervention militaire et pour justement développer le cadre politique de cette intervention. Et c'est dommage que l'Algérie qui a été invitée à cette rencontre au même titre que l'Union africaine ne soit pas présente.

L'Algérie, qui est un pays frère et ami de la Libye, a des choses à dire et un rôle à jouer dans la région. Elle a une puissante diplomatie et est écoutée par la communauté internationale et par l'Union africaine. Elle est d'autant plus concernée par la situation sur ses frontières et au Sahel».

Accords de 1968 : les négociations débutent lundi

L'actualisation des accords de 1968 en matière de circulation des personnes qui accordent des dispositions plus avantageuses que le droit

commun aux Algériens a été évoquée par l'ambassadeur de France, qui a également parlé des attentes des deux pays en la matière. «Nous sommes en 2011 et forcément le droit aussi bien que le contexte ont évolué. Ça n'a rien d'anormal de les actualiser 33 ans après, notamment parce qu'un certain nombre de ces dispositions est devenu obsolète, alors que le droit commun général a évolué.

Puis, il y a un certain nombre de demandes sur des points précis des deux côtés. Les négociations sur le sujet commencent lundi, elles peuvent prendre du temps mais aboutiront certainement à un compromis.» A un autre chapitre, l'ambassadeur de France révèle qu'il tiendra bientôt une conférence pour annoncer la mise en œuvre des accords sur l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français dans le désert algérien, ainsi que la revalorisation des pensions des anciens combattants sous le drapeau français.

Réforme en Algérie : no comment

Interrogé sur son point de vue sur les réformes en Algérie, l'ambassadeur de France renvoie tout de go à la réponse du président français Nicolas Sarkozy qui avait déclaré en janvier dernier : «Vous comprendrez que sur l'Algérie, parce que c'est l'Algérie, nous devons faire preuve d'une certaine retenue dans l'expression publique». Xavier Driencourt poursuivait : «Nous ne voudrions pas être accusés d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Algérie et encore moins de donner des conseils aux Algériens».

Cela dit, à deux reprises, le porte-parole du gouvernement français a salué les réformes annoncées par le président Bouteflika et souhaité leur mise en œuvre aussi rapidement que possible. «Bien évidemment, nous

suivons attentivement ce qui se passe en Algérie et dans le monde arabe. Mon point de vue précis est en ligne sur le site de l'Assemblée populaire nationale, puisque j'ai été auditionné au mois de janvier par la commission des Affaires étrangères. Un point de vue dans lequel je relevais la différence entre ce qui se passe en Algérie et ce qui s'est passé en Tunisie et en Égypte.»

Aider l'Algérie en créant de l'emploi

Abordant les relations entre les deux pays au-delà des sujets qui fâchent, le diplomate français a estimé que la concertation est permanente s'agissant des questions sensibles, telles que la lutte antiterroriste, la mémoire et les archives, la circulation des personnes et le volet économique.

L'Algérie demeure, selon l'ambassadeur, le premier budget de la France à l'étranger dans le domaine de la coopération culturelle avec 10 millions d'euros par an. Il s'est attardé sur le volet économique, non sans rappeler les deux dernières visites de JP Raffarin dans un contexte a-t-il dit, «où certains pays annulaient les visites des dirigeants et hommes politiques dans la région, craignant peut-être un embrasement de la situation dans le monde arabe». Il a parlé avec le Premier ministre et le chef de l'Etat algériens de projets d'investissements français concrets en Algérie.

«La France ne vient que pour faire des affaires, me direz-vous, et je réponds que si les entreprises françaises réalisent des bénéfices, c'est bien : mais en même temps, nous pensons que la meilleurs réponse aux problèmes et difficultés de la jeunesse algérienne, c'est de créer des emplois.

Renault, Sanofi ou Lafarge viendront pour lancer des projets structurants mais, aussi pour créer de l'em-

ploi et c'est notre manière de témoigner de notre amitié avec l'Algérie en apportant notre aide dans ce domaine précis.» Pour ce qui est des résultats de la dernière visite de M. Raffarin en Algérie, Xavier Driencourt considère que le propre des choses sérieuses est de ne pas trop communiquer. «M. Raffarin est venu deux fois et reviendra le 30 mai, M. Benmeradi va se rendre en France bientôt, c'est dire qu'il s'agit d'un processus de discussion sur un certain nombre de projets dont ceux de Renault, Sanofi, GDF Suez, Total. Des projets en période d'incubation, qui mûrissent à travers les discussions qui se passent entre industriels français et leurs homologues algériens, et M. Raffarin est là pour booster, dynamiser, encadrer et apporter le coup de pouce politique.»

Débat sur la laïcité

«Le débat sur la laïcité initié par le président Sarkozy est un question essentielle, compte tenu du contexte français», a-t-il estimé. Un sujet qu'il faudra déconnecter des contingences électorales, car autrement plus important.

La France, qui connaît selon l'ambassadeur une «déchristianisation» et une laïcisation de la société sans précédent et parallèlement, pour des raisons historiques ou culturelles différentes, une pratique religieuse plus affirmée de l'islam qui est la deuxième religion dans ce pays, se devait de réagir pour des raisons évidentes.

Cela est d'autant plus valable qu'en France «la notion de laïcité est particulièrement importante et sensible, du moment que tout ce qui concerne les religions prend immédiatement une dimension politique.

Il n'est, donc, pas illogique qu'il y ait un certain nombre de questions et d'interrogations au sein la société française qui est de moins en moins religieuse».

K. G.

DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Yousfi mise sur la recherche-développement

Le ministère de l'Energie et des Mines propose au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique la mise en place d'un comité de suivi dans le cadre de la réalisation du programme national de développement des énergies nouvelles et renouvelables (ENR) et de l'efficacité énergétique.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Selon Youcef Yousfi, réuni jeudi dernier avec Mme Souad Bendjaballah et M. Rachid Harraoubia ainsi que des représentants de l'establishment universitaire et scientifique national, il s'agit de mobiliser la recherche-développement «dynamique» dans la mise en œuvre de ce

programme. Soit, développer la synergie entre l'université, les centres et organismes de recherche, les industriels et entreprises de réalisation, répondre aux besoins mutuels et développer les applications liées ou non à la génération d'électricité. Ainsi, des programmes nationaux de recherche sont déjà lancés dans le domaine du photovol-

taïque et du solaire thermique notamment, des laboratoires, des chercheurs et des enseignants déjà impliqués, et une soixantaine de projets sont déjà identifiés et testés.

Cela, même si les besoins en compétences ne sont pas définitivement sérieux pour ce programme et que la réduction des coûts d'équipement s'impose, Youcef Yousfi a estimé qu'il faut aller de l'avant.

En rappelant que ce programme a été avalisé par le gouvernement et vise à produire, à partir des énergies nouvelles et renouvelables, 22 000 MW d'électricité à l'horizon 2030, dont 10 000 MW exportables. Finalité de ce programme, intégrer les ENR dans l'offre énergétique à

long terme, dans la mesure où la consommation d'électricité devrait croître à 150 TWH, à l'horizon 2030. De même qu'il s'agit de développer la maîtrise énergétique, une économie de 15 millions de TEP étant escomptée à terme. A rappeler que la problématique du financement ne se pose pas selon le ministre de l'Energie, d'autant qu'une enveloppe de plusieurs dizaines de milliards de dollars devrait être consacrée à ce programme. Voire des aides et des mesures incitatives sont envisagées au profit des opérateurs économiques qui s'engagent à développer les ENR et l'efficacité énergétique, développer les capacités de conception, approvisionnement et

réalisation et créer des emplois, selon le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, dont un message a été lu à cette rencontre par le conseiller à la présidence

Mohamed-Ali Boughazi. Il est ainsi question de mettre en place un Haut-commissariat aux énergies renouvelables, chargé de réfléchir sur les dispositifs de soutien C. B.

RECHERCHE ET EXPLOITATION D'HYDROCARBURES

Signature de deux contrats de 200 millions de dollars

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) a signé, jeudi dernier, deux contrats de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures d'une valeur de 220 millions de dollars. Ces contrats ont été signés avec Sonatrach et l'espagnol Cepso qui ont remporté récemment les blocs d'exploration Rhourde Farès et Rhourde Errouni II situés dans le bassin de Berkine, et ce, dans le cadre du troisième appel d'offres lancé par ALNAFT.

C. B.

COGÉNÉRATION D'ÉLECTRICITÉ

La centrale hybride de Hassi R'mel réceptionnée fin avril

La centrale électrique hybride de Hassi R'Mel, d'une capacité de 150 MW, dont 20% tirés du solaire, sera réceptionnée à la fin avril 2011, selon le P-dg de la société New Energy Algeria (NEAL), Badis Derradji. Rappelons que la réalisation de cette centrale, conçue sur le mode des concentrateurs solaires paraboliques, a été confiée à la société espagnole Abenar, en partenariat avec NEAL (filiale des groupes Sonelgaz, Sonatrach et Sim)

C. B.

ÉCLABOUSSÉE PAR LE SCANDALE SONATRACH

La justice italienne enquête sur Saipem

Le parquet du tribunal de Milan a décidé d'ouvrir une enquête sur les activités en Algérie de Saipem, firme relevant du groupe italien Eni. L'agence de presse Reuters, qui reprend des sources judiciaires, indique que le parquet de Milan soupçonne des actes de corruption dans les activités en Algérie. Notons que les responsables de la filiale algérienne de cette entreprise sont cités dans le scandale de la Sonatrach, notamment dans le cadre du marché du transport de gaz naturel GK3.

T. H.